

UNDT/2020/084, Bissell

Décisions du TANU ou du TCNU

L'administration a informé le demandeur qu '«il émettra une réprimande administrative». La demande d'évaluation de la gestion a été faite dans les 60 jours suivant cette communication et la demande est donc à recevoir même si la réprimande réelle a été publiée des mois plus tard. L'administration a décidé que la requérante n'avait pas exercé son pouvoir discrétionnaire et réglementé sa conduite «avec les intérêts des Nations Unies uniquement en vue» et l'expression de ses opinions personnelles. Bien qu'il n'y ait pas de règle spécifique obligeant le demandeur à consulter l'UNICEF avant d'exprimer ses opinions personnelles, c'était le strict minimum qu'elle aurait dû faire pour protéger l'intérêt des Nations Unies en tant que fonctionnaire international. Par conséquent, le tribunal ne trouve aucune faute à la conclusion de l'administration selon laquelle la conduite du demandeur n'a pas été attendue d'un fonctionnaire international. La décision de ne pas renouveler la nomination à durée déterminée du demandeur en raison de sa conduite était légale car elle ne servirait pas les meilleurs intérêts de l'organisation.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Décisions d'émettre une réprimande écrite contre le demandeur et de ne pas renouveler sa nomination à durée déterminée

Principe(s) Juridique(s)

La date d'une décision administrative est basée sur des éléments objectifs que les deux parties (administration et membre du personnel) peuvent déterminer avec précision. Une réprimande écrite imposée à la suite d'une enquête préliminaire sans le processus disciplinaire est différente d'une action disciplinaire, et il s'agit de l'exercice de la discrétion de l'administration. La discrétion de l'administration n'est pas sans entraves. Le tribunal des litiges détermine si la décision est légale,

rationnelle, correcte de manière procédurale et proportionnée. Le tribunal peut examiner si les questions pertinentes ont été ignorées et les questions non pertinentes prises en compte, et examiner également si la décision est absurde ou perverse. Mais ce n'est pas le rôle du Tribunal des différends de considérer l'exactitude du choix fait par le secrétaire général parmi les diverses cours d'action qui lui sont ouvertes. Ce n'est pas non plus le rôle du tribunal de remplacer sa propre décision à celui du Secrétaire général. Il ne peut y avoir de liste exhaustive des principes juridiques applicables en droit administratif, mais l'injustice, la déraisonnabilité, l'illégalité, l'irrationalité, l'irrégularité procédurale, le biais, la capricité, l'arbitraire et le manque de proportionnalité sont quelques-uns des motifs sur lesquels les tribunaux peuvent, pour une bonne raison, interférer avec L'exercice de la discrétion administrative. Le Tribunal des litiges ne procède pas à un examen fondé sur le mérite, mais un examen judiciaire expliquant qu'un contrôle judiciaire est davantage soucieux d'examiner comment le décideur a pris la décision contestée et non le fond de la décision du décideur. Lorsqu'une justification est donnée par l'administration pour l'exercice de sa discrétion, elle doit être soutenue par les faits. L'administration a le devoir d'agir équitablement, à juste titre et de manière transparente dans le traitement des membres du personnel. Unis a confirmé la décision de ne pas renouveler la nomination d'un haut fonctionnaire en fonction de l'impact négatif que les allégations alors contre le demandeur pourraient avoir sur l'organisation.

Résultat

Rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Bissell

Entité

FNUE

Numéros d'Affaires

UNDT/NY/2018/084

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

4 Jun 2020

Duty Judge

Juge Adda

Language of Judgment

Anglais

Français

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Questions disciplinaires / fautes professionnelles

Mesures non disciplinaires/administratives

Non-renouvellement

Motif arbitraire ou abusif

Droit Applicable

Règlement du personnel

- Article 1.2(f)
- Article 4.5(c)

Statut du personnel

- Disposition 10.2(b)
- Disposition 10.2(c)
- Disposition 11.2(c)
- Disposition 4.13(c)
- Disposition 9.4

TCNU Statut

- Article 8.1

Jugements Connexes

2012-UNAT-273

2018-UNAT-820

2018-UNAT-822

2019-UNAT-915

2010-UNAT-084

2011-UNAT-115

2012-UNAT-201

2013-UNAT-311

2015-UNAT-592

2012-UNAT-216